

Communiqué de la municipalité sur la reprise du café des sports

Le commerce de centre-ville « Café des sports » a été repris par une personne privée pour en faire un lieu destiné à une catégorie de gens dont certains ont été liés à l'Alvarium. C'est une association qui a été interdite par le ministre de l'intérieur fin 2021 car lui était reproché une implication « dans des faits de violences » et de propager « un discours et des idées assimilant l'immigration et l'islam à des menaces que les Français doivent combattre », « un discours de haine assumée » et « incitant à la discrimination ou à la violence envers des personnes en raison de leur origine ou de leur religion ». Ce qui est formellement interdit par la loi française.

Après la découverte de la location, des habitants de la commune se sont émus de la situation et ont organisé une manifestation le 26 juin pour avoir des explications sur ce qui se passait dans ces locaux et ont demandé à échanger avec les élus de la ville.

La réponse que nous avons alors pu apporter sur le sujet était très limitée car le projet n'avait alors fait l'objet d'aucune demande d'urbanisme ou d'autorisations quelconques. Nous avons donc partagé les valeurs mises en œuvre depuis plus de 16 ans par la municipalité, c'est-à-dire une vision du vivre ensemble où chacun se respecte, quel que soit son origine ou sa religion, où l'attention à ceux qui en ont le plus besoin, que ce soit du fait de l'âge, la maladie, d'une difficulté de travail, familiale ou de toute autre raison qui fait perdre pied, est importante. Une vision où tout le monde a sa place dans le fort développement de la commune très attractive, investissant à la fois dans des équipements servant à tous, sportifs ou scolaires, ou à des gens dans la difficulté sociale avec la pension de famille ou en multipliant presque par trois le nombre de logements à loyers modérés pour que les familles ou les jeunes travailleurs puissent bien démarrer dans la vie. Pour enfin que les aînés puissent trouver près du centre bourg un logement en résidence qui leur permette de rester longtemps autonome.

Cette politique menée par la ville, conduite par une liste d'union politique droite et gauche réunies depuis des décennies, est à l'opposé des idées qui étaient promues par l'ex Alvarium.

Aujourd'hui, au-delà du dossier de demande d'ouverture d'un établissement recevant du public qui sera instruit dans le respect du droit, de la liberté d'installation du commerce et de la liberté d'association dues à tout à chacun, des signaux d'alertes nous reviennent sur ce qui apparaît comme des troubles à l'ordre public. Nous travaillons donc étroitement avec les services de l'Etat et plus



particulièrement du ministère de l'intérieur, pour que toute dérive, non conforme à la loi, qui serait constatée à l'extérieure ou à l'intérieur du café des sports, fasse l'objet de sanctions immédiates. C'est dans ce cadre légal complet que la demande administrative est instruite.

Très clairement, nous ne voulons pas que la ville soit liée à la promotion de valeurs illégales et extrémistes, qu'elles soient d'extrême droite ou d'extrême gauche, mais nous voulons au contraire que les valeurs du vivre ensemble et de l'acceptation de chacun tel qu'il est, reste le ciment de la dynamique et du succès actuel du Lion d'Angers.